



LÉGATION DE SUISSE
EN URSS

2.L.O.- DA/de.

Moscou, le 5 février 1953.

GENERALSTABSABTEILUNG Nachrichtensektion
✦ 16. FEB. 1953 ✦
N ^o 321/1

Monsieur le Colonel,

Il y a déjà quelque temps que je voulais vous écrire. Si je ne l'ai point fait, c'est que la matière m'a manqué. Les informations d'ordre spécifiquement militaire deviennent rares et les Attachés militaires que je vois s'en plaignent. Il n'y avait guère que le général que vous savez qui arrivait encore à me fournir quelque chose. Son successeur est beaucoup moins heureux et, l'autre jour encore, il me disait qu'il n'avait strictement que deux sources d'information: les journaux et son imagination. Tous ses collègues pourraient en dire autant. J'en connais toutefois qui parviennent à s'affairer, mais en faisant de l'information purement politique. Ils adressent à leur Etat-major des rapports analogues à ceux que leur Ambassadeur fait parvenir au gouvernement. Il y a un peu double emploi, surtout s'il n'existe pas de cloisons étanches entre leurs Affaires étrangères et l'Armée. Mais on s'occupe comme on peut. Faute de grives... Il n'est donc pas surprenant que nombre des spécialistes militaires se soient beaucoup occupés, ces derniers temps, du plus récent scandale soviétique, celui de ces médecins qui, paraît-il, travaillaient pour le compte des Anglo-Américains et se chargeaient de débarrasser le plancher politique de personnalités gênantes. Vous aurez vu que plusieurs maréchaux et généraux de l'U.R.S.S. figuraient sur la liste de ceux qu'ils se proposaient d'envoyer doucement ad patres. Un Attaché militaire m'assure que l'affaire a fait beaucoup de bruit dans l'armée et que celle-ci, furieuse de se voir si mal protégée par les poli-

Au Bureau des renseignements du
Service de l'Etat-major général,

B e r n e .



ciers attachés aux troupes, aurait demandé qu'on prît des sanctions contre les services de Beria. Il semblerait que Staline eût fait droit à cette demande. Le bruit a circulé, en effet, que V. S. Abakoumov, ministre de la sécurité d'Etat (M.G.B.) aurait été révoqué. On dit même qu'il aurait été fusillé. D'un autre côté, la nouvelle s'est répandue dans certains milieux - on ne sait trop comment - qu'on aurait supprimé l'institution des "commissaires politiques", qui contrôlent tout ce qui se fait sous les drapeaux. La réforme serait d'importance, mais elle paraît si radicale et surtout si contraire aux principes régissant la toute-puissance et l'omni-présence du Parti dans un pays comme l'U.R.S.S. que les observateurs les plus avertis des choses soviétiques émettent de grands doutes à ce sujet. Ils inclinent à penser que les semeurs de la "bonne nouvelle" auront pris, comme il arrive fréquemment, leurs désirs pour des réalités et que, longtemps encore, maréchaux, généraux et autres détenteurs du commandement militaire seront soumis à la surveillance étroite du Parti, exposés à être arrêtés ou limogés au moindre fait ou geste qui les rendrait suspects. C'est bien ce que je pense aussi et je ne vois pas comment la terreur, qui est un élément absolument essentiel d'un régime comme celui au milieu duquel nous vivons, pourrait être éliminée des services de l'armée pour se cantonner exclusivement dans les compartiments de la vie civile. C'est, à mon avis, une impossibilité. N'en déplaise au sympathique officier qui a l'air d'y croire dur comme fer, je considère, pour ma part, que l'hypothèse en question relève de la pure chimère.

Comme toujours, le calme le plus complet règne dans la capitale. La presse a beau hurler quotidiennement sa haine pour les Américains, le public ne sort pas de son flegme habituel. Théâtres et cinémas sont toujours pleins et toujours garnis de nombreux uniformes. Et, comme toujours, apparaît un peu partout la note militaire. Nombre d'institutions gouvernementales ont des sentinelles à la porte. La garde autour du Kremlin est véritablement impressionnante. A n'importe quel endroit du pourtour de l'immense enceinte, un quidam ne laisserait pas

tomber une allumette sans être aussitôt repéré. Les dirigeants du régime ont visiblement peur d'un attentat. Ce n'est pas étonnant. Comme plusieurs d'entre eux ont trempé jadis dans des bagarres anti-tzaristes, ils savent ce que c'est. Ils se connaissent et connaissent leurs gens. Ils se méfient, et c'est cette méfiance presque congénitale du Russe envers son prochain qui fait qu'en ce pays tant de choses soient militarisées. C'est encore elle qui vous explique, par exemple les mesures de précautions extraordinaires prises pour le contrôle des entrées et sorties dans le nouveau gratte-ciel occupé par les Affaires étrangères. On ne peut y pénétrer sans franchir un double cordon de militaires de la M.V.D. On ne passe pas et on ne sort pas sans exhiber ses papiers de légitimation. Le diplomate étranger est dispensé, lui, de cette formalité, car sa visite est annoncée d'avance aux cerbères à casquettes bleues et, lorsqu'il arrive, un agent des affaires étrangères connu des gendarmes - généralement, une demoiselle - l'attend à la grande porte. Le filtrage, il faut le dire, est bien organisé. Il exclut l'intrus.

Depuis l'affaire des criminels en blouse blanche, les organes militaires, l' "Etoile rouge" et la "Flotte rouge" publient des articles violents sur l'espionnage anglo-américain. Ils font appel, en termes pathétiques, à l'esprit de vigilance des soldats, présentant les choses comme si des espions rôdaient jour et nuit autour des casernes et des bureaux de l'Armée ou de la Flotte. Comme je l'écris au Département politique, ils livrent à leurs lecteurs des élucubrations qu'on ne trouverait pas dans le roman policier le plus fou. L'autre jour, la "Flotte rouge" allait jusqu'à mettre en garde les sentinelles contre un accident d'automobile que pourrait provoquer l'espion afin de détourner un temps leur attention et de pouvoir ainsi s'introduire à leur insu dans la caserne ou les bureaux militaires. Cela devient maladif. De fait, c'est bien à une sorte d'hystérie générale qu'est en proie actuellement le pays ou, plus exactement, la presse depuis qu'ordre a été donné de traiter, sur tous les tons et sous tous les aspects, le thème de la "vigilance",

l'arme par excellence à utiliser contre l'espionnage des impérialistes. On ne voit plus qu'espions partout. On agite frénétiquement en haut lieu la sonnette d'alarme. On entend secouer l'apathie du public et le rendre attentif aux devoirs du communiste implacablement intransigeant. On fanatise. C'est mauvais signe pour tout le monde. C'est la preuve que de nouvelles purges ont commencé. Les services de Beria doivent probablement, à cette heure, arrêter à tour de bras. La terreur fait rage. Les Russes ont beau y être accoutumés. Leur existence est misérable pour peu qu'ils occupent des fonctions plus ou moins importantes. Chacun peut être soupçonné et s'attendre, par conséquent à être réveillé, à deux heures du matin, par de petits coups secs à la porte. Pauvre peuple. On le plaint, tout en se disant qu'après tout, il a le régime qu'il mérite.

Veillez agréer, Monsieur le Colonel, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Ministre de Suisse:
L. Gr.